

## La famille

Jean Pineau  
Marie Pratte

On peut se procurer le présent ouvrage à:

Les Éditions Thémis  
Faculté de droit, Université de Montréal  
C.P. 6128, Succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3J7  
Canada

Courriel : [themis@droit.umontreal.ca](mailto:themis@droit.umontreal.ca)  
Internet : [www.themis.umontreal.ca](http://www.themis.umontreal.ca)  
Téléphone : (514) 343-6627  
Télécopieur : (514) 343-6779



# TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS</b> .....	VII
<b>AVANT-PROPOS</b> .....	IX
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
1. La famille dans le Code civil	
<b>Section 1. Définition et importance de la famille</b> .....	2
2. Les distinctions traditionnelles: la famille-souche et la famille foyer	
3. Les critères traditionnels et contemporains	
4. L'importance de la famille	
<b>Section 2. Évolution du droit de la famille</b> .....	8
5. Le droit romain	
6. Les coutumes germaniques	
7. L'ancien droit	
8. La Révolution	
9. Le codificateur napoléonien	
10. Le codificateur québécois	
11. Les conflits d'intérêts	
12. Les réformes	
13. Le constat	
14. Le plan	

## LIVRE PREMIER – LE COUPLE

### TITRE I – LE COUPLE MARIÉ

<b>CHAPITRE PRÉLIMINAIRE – L'IMPORTANCE ET LES CARACTÈRES JURIDIQUES DU MARIAGE</b> .....	23
15. Définitions	
<b>Section 1. L'importance sociale et juridique du mariage</b> .....	25
16. Importance sociale du mariage	
17. Importance juridique du mariage	

**Section 2. Les caractères juridiques du mariage..... 28**

- 18. Acte civil et religieux
- 19. Le mariage-contrat
- 20. Le mariage-institution
- 21. Le compromis
- 22. Acte solennel

**CHAPITRE PREMIER – LA FORMATION DU LIEN MATRIMONIAL..... 32**

- 23. Différentes catégories de conditions de formation
- 24. Question constitutionnelle

**Section 1. Les conditions de fond du mariage..... 37**

- I. Les conditions naturelles ..... 37
  - A. Les conditions naturelles d'ordre physiologique ..... 37
    - 25. La condition relative au sexe des époux
    - 26. Âge
    - 27. Impuissance
  - B. Les conditions naturelles d'ordre psychologique ..... 44
    - 28. Consentement
      - 1. Le consentement des futurs époux..... 44
        - a) Les préliminaires du mariage ..... 45
          - 29. Définition
          - 30. Nature juridique
          - 31. L'intérêt pratique de cette controverse
          - 32. La jurisprudence
          - 33. Les cadeaux de fiançailles
          - 34. Décès du fiancé
          - 35. Courtage matrimonial
        - b) Des qualités du consentement ..... 50
          - 36. Existence du consentement
          - 37. Le mariage de la personne inapte à consentir
          - 38. La personne placée sous un régime de protection
          - 39. Le mariage simulé
          - 40. Intégrité du consentement
          - 41. La crainte
          - 42. L'erreur
            - 1) La notion d'erreur dans le *Code civil du Bas Canada*.... 60
              - 43. L'erreur dans la personne
              - 44. La jurisprudence québécoise traditionnelle
              - 45. L'erreur sur les qualités de la personne
            - 2) La notion d'erreur dans le *Code civil du Québec*..... 64
              - 46. Le *Code civil du Québec*

## TABLE DES MATIÈRES

2. Le consentement des parents.....	69
47. L'intervention familiale	
a) Les personnes habilitées à donner leur consentement.....	70
48. Le principe	
b) Les caractères et formes de ce consentement .....	72
49. Généralités	
50. Rôle du juge	
II. Conditions dites de « moralité ».....	73
A. L'existence d'un mariage ou d'une union civile antérieur non dissous.....	73
51. Cas de bigamie	
52. Délai de viduité	
B. L'existence d'un certain lien de parenté.....	75
53. Raisons de la prohibition	
54. La législation applicable	
55. Liens de parenté	
1. Les principes généraux .....	79
56. Ligne directe	
57. Ligne collatérale	
2. Les règles relatives à la parenté par adoption.....	80
58. L'enfant adopté et sa famille d'origine	
59. L'enfant adopté et sa famille adoptive	
60. Application immédiate de la loi	
C. Autres empêchements.....	84
61. Empêchements religieux	
<b>Section 2. La célébration du mariage.....</b>	<b>85</b>
I. Les formalités antérieures au mariage .....	85
62. Publication de mariage	
63. Dispenses	
64. Examen médical prénuptial	
II. La célébration du mariage .....	88
65. Lieu de la célébration	
66. Formalités de la célébration	
67. Célébrants compétents	
68. Célébration publique	
69. Présence des futurs époux	
70. Moment de la formation du mariage	
71. Mariage célébré hors de la province du Québec	

III. La preuve du mariage.....	94
A. La preuve régulière par l'acte de mariage.....	95
1. Le principe.....	95
72. Nécessité d'un acte de mariage	
2. L'atténuation au principe .....	95
73. Cas où la loi autorise un autre mode de preuve	
B. Une preuve exceptionnelle par la possession d'état.....	95
1. Le principe de l'exclusion.....	95
74. La possession d'état ne constitue pas une preuve	
2. L'exception.....	96
75. La possession d'état, complément de preuve	
<b>Section 3. Le respect des conditions de validité du mariage.....</b>	<b>97</b>
76. Problèmes particuliers au mariage, quant à la sanction	
I. L'opposition au mariage .....	97
77. Mesure préventive	
A. Les personnes pouvant former opposition.....	98
78. Le <i>Code civil du Bas-Canada</i>	
79. Le <i>Code civil du Québec</i>	
B. Les formes de l'opposition .....	99
80. Rigueur des formes	
C. Les effets de l'opposition .....	99
81. Portée de l'opposition	
II. La nullité du mariage .....	101
82. Nullités: notions générales	
83. Nullité et Inexistence	
A. Les conditions de l'action en nullité.....	107
84. La gravité du motif	
B. L'attribution du droit d'action .....	107
85. Principe	
1. Les nullités absolues .....	108
a) Les cas de nullité absolue .....	108
86. Défaut total de célébration	
87. Le sexe des époux	
88. La bigamie ou l'existence d'un premier mariage ou d'une union civile antérieure	
89. L'inceste	
90. La clandestinité ou défaut de publicité et l'incompétence du célébrant	
91. Le défaut d'âge légal	

## TABLE DES MATIÈRES

b) Les titulaires du droit d'action .....	111
92. L'intérêt requis	
i) Les époux eux-mêmes .....	111
ii) Toute autre personne justifiant d'un intérêt pécuniaire ..	112
2. Les nullités relatives.....	112
a) Les cas de nullité relative.....	112
93. Énumération	
b) Les titulaires du droit d'action .....	113
94. Personnes intéressées	
95. L'autre époux est-il aussi titulaire du droit d'action?	
C. La disparition du droit d'action .....	114
96. Confirmation	
97. Délais d'action	
D. Les effets de la nullité du mariage .....	119
98. Effets normaux et dérogation	
99. Conditions du mariage putatif	
100. Effets du mariage putatif	
a) À l'égard des époux.....	122
i) Les deux époux sont de bonne foi .....	122
ii) Un seul des époux est de bonne foi.....	124
iii) Les deux époux sont de mauvaise foi .....	124
b) À l'égard des tiers.....	124
101. Dispositions transitoires	
<b>CHAPITRE II – LES RELATIONS JURIDIQUES ENTRE LES ÉPOUX .....</b>	<b>126</b>
<b>Section introductive.....</b>	<b>126</b>
<b>Section 1. Les effets personnels du mariage .....</b>	<b>127</b>
102. Un problème de qualification	
103. Des effets identiques pour chaque époux	
104. L'absence d'incidence sur le nom des époux	
105. Le caractère impératif des dispositions relatives aux effets du mariage	
I. Des devoirs conjugaux réciproques.....	130
A. Respect et fidélité .....	130
106. L'irrespect et l'adultère sanctionnés	
B. Les devoirs de secours et d'assistance.....	132
107. Le devoir d'assistance	
108. Le devoir de secours	
C. Le devoir de communauté de vie .....	134
109. L'objet du devoir de communauté de vie	
110. Les limites du devoir de communauté de vie	
111. Le pacte de séparation amiable	
112. La sanction du devoir de communauté de vie	

II. Des responsabilités communes .....	138
A. La direction de la famille .....	138
113. Chacun des époux a le pouvoir de décider	
114. Chacun des époux a le pouvoir de représenter l'autre	
115. Chacun des époux peut saisir le juge en cas de conflit	
B. La protection de la résidence familiale .....	141
1. La notion de résidence familiale .....	141
116. Une question de qualification	
2. La protection accordée aux meubles .....	144
a) Les meubles protégés .....	144
117. Les meubles qui servent à l'usage du ménage	
118. Les meubles destinés à garnir la résidence familiale	
b) la nature de la protection et ses limites.....	146
119. Les actes visés	
120. La sanction et les tiers	
3. La protection accordée à l'immeuble .....	148
a) la protection de la résidence familiale par les règles portant sur le droit au bail .....	148
121. L'avis préalable	
122. La résiliation et le titulaire du bail	
123. La sous-location et la cession de droit	
124. La sanction	
b) La protection de la résidence familiale par les règles portant sur le droit de propriété.....	150
125. Une distinction selon le nombre de logements	
126. Une formalité préalable	
127. La nature de la protection	
128. Le recours au tribunal	
C. L'apport économique à la vie familiale .....	155
1. La contribution aux charges du mariage et la responsabilité des dettes du ménage : l'équilibre des apports respectifs des époux .....	156
a) La contribution aux charges du mariage .....	156
129. Les principes généraux	
b) La responsabilité des dettes du ménage .....	158
130. Du mandat au pouvoir propre	
131. Le pouvoir domestique	
132. L'étendue du pouvoir domestique	
2. La prestation compensatoire : un remède au déséquilibre.....	163
a) L'objectif.....	163
133. La recherche de l'égalité économique	



## TABLE DES MATIÈRES

b) Les conditions .....	164
134. Le moment de la demande	
135. Les conditions d'obtention	
c) L'exécution .....	177
136. La méthode d'évaluation	
137. Le montant de la compensation	
138. Le mode de paiement	
139. Les conventions relatives à la prestation compensatoire	
<b>Section 2. Les rapports exclusivement patrimoniaux.....</b>	<b>185</b>
I. Les régimes matrimoniaux traditionnels.....	185
A. De quelques notions générales sur les régimes matrimoniaux.....	185
140. Les principes généraux	
141. Les régimes communautaires	
142. Les régimes de séparation	
143. Le régime légal de la société d'acquêts	
B. L'aménagement de certains pouvoirs reconnus aux époux .....	195
144. Le droit de représentation	
145. L'habilitation judiciaire	
146. La situation de l'époux trop zélé	
147. La protection des tiers	
II. Le « patrimoine familial ».....	199
148. Un bref historique	
A. Le domaine d'application .....	200
149. Le caractère impératif	
150. L'effet immédiat de la loi	
151. La possibilité de se soustraire à la loi	
152. Le cas des époux en instance de séparation de corps, divorce ou nullité de mariage	
153. Le désistement d'instance	
154. La cessation de la vie commune	
B. La qualification et la nature juridique du « patrimoine familial » ....	204
155. Le problème de la qualification	
156. Une distinction entre les notions	
157. Une superposition de régimes	
158. Les régimes matrimoniaux et les règles impératives	
159. La place des textes	
160. L'argument de texte	
161. L'incidence de la qualification sur le droit international privé	
162. La nature juridique des droits des époux dans le « patrimoine familial » : un rapport d'obligation entre les époux	
163. La valeur symbolique	
164. Le moment où naît le rapport d'obligation entre les époux	

C. La réalisation de l'égalité économique des époux.....	213
1. L'évaluation.....	213
a) La détermination des biens à évaluer.....	213
i. Les biens inclus .....	214
165. La résidence principale et les résidences secondaires de la famille	
166. La résidence à caractère familial	
167. Les droits qui confèrent l'usage de la résidence	
168. Les meubles à caractère familial	
169. Les véhicules automobiles	
170. L'effet de la cessation de la vie commune	
171. Les droits au titre d'un régime de retraite	
ii. Les biens exclus .....	225
172. Les biens exclus par succession ou donation	
173. Le cas des donations entre époux	
174. Les gains inscrits	
175. Les droits accumulés au titre d'un régime de retraite	
176. Le sort d'un bien à vocation familiale qui fait l'objet d'un legs au conjoint survivant	
177. Les biens n'entrant pas dans le « patrimoine familial »	
178. Les biens non énumérés	
iii. Les biens réintroduits .....	232
179. Le bien familial aliéné ou réintroduit dans l'année de la rupture	
180. Le bien familial aliéné plus d'un an avant la rupture	
b) La méthode d'évaluation.....	237
i. Le calcul de la valeur nette du « patrimoine familial »....	237
181. L'identification des biens et des dettes à vocation familiale	
182. Le moment de l'identification des biens à vocation familiale	
183. Le moment de l'évaluation des biens à vocation familiale	
184. La cessation de la vie commune	
185. Le fondement de la discrétion judiciaire	
186. La valeur marchande	
187. La valeur nette	
ii. Les valeurs déduites de la valeur nette du « patrimoine familial ».....	247
188. Les déductions des économies purement personnelles	
189. La déduction de la valeur du bien possédé avant le mariage	
190. Les apports provenant de biens échus par succession ou donation	
191. Les apports utilisés pour améliorer un bien à vocation familiale	
192. Les notions d'emploi ou de rempli	

## TABLE DES MATIÈRES

193. Les biens familiaux acquis pendant le mariage avec des valeurs économisées avant le mariage	
194. Les biens reçus par donation ou par héritage, à charge de dette	
iii. Les problèmes de preuve .....	259
195. La preuve de la composition du « patrimoine familial »	
196. La preuve de l'évaluation	
197. La preuve de l'emploi et du remploi	
iv. Les rapports entre le « patrimoine familial » et les régimes traditionnels .....	261
198. Le traitement du bien à vocation familiale dans le cadre de la dissolution d'un régime de société d'acquêts ou de communauté	
199. Les conséquences d'une renonciation au « partage du patrimoine familial » dans un contexte de régime secondaire impliquant un partage	
2. L'exécution du « partage » .....	262
200. Présentation de la question	
201. Le cas de la séparation de corps suivie de la dissolution ou de la nullité du mariage	
202. La transmissibilité ou l'intransmissibilité du droit au partage	
a) Le mode volontaire d'exécution .....	266
203. Présentation de la question	
i. Le préalable : l'absence de renonciation .....	267
204. La possibilité de renoncer suivant certaines formes	
205. Les causes d'annulation de la renonciation par acte notarié	
206. La mise à l'écart de la renonciation par déclaration judiciaire	
ii. Les différents modes d'exécution .....	273
207. L'exécution en numéraire	
208. L'exécution par dation en paiement	
209. Le partage des gains inscrits	
210. Le partage des droits accumulés au titre d'un régime de retraite	
b) L'intervention judiciaire .....	277
i. Le pouvoir du tribunal d'assurer l'exécution du partage .....	277
211. Les ordonnances appropriées	
212. L'attribution de certains biens	
ii. Le pouvoir du tribunal de déroger au principe du partage égal .....	278
213. Le partage inégal	

<b>CHAPITRE III – LE RELÂCHEMENT ET LA</b>	
<b>DISSOLUTION DU LIEN MATRIMONIAL .....</b>	<b>282</b>
214. Les cas de décès, nullité de mariage, séparation de corps et divorce	
215. Le cas de la séparation de fait	
<b>Section 1. La séparation de corps .....</b>	<b>288</b>
216. Un bref historique	
217. Quelques observations d'ordre constitutionnel	
<b>I. Les causes de séparation .....</b>	<b>289</b>
218. Les principes	
<b>A. La séparation avec motifs.....</b>	<b>290</b>
219. Une séparation de fait	
220. Le manquement grave	
221. Le caractère intolérable de la vie commune	
222. L'atteinte grave à la volonté de vie commune	
<b>B. La séparation sur projet d'accord .....</b>	<b>292</b>
223. Le projet d'accord	
<b>II. L'exercice de l'action .....</b>	<b>293</b>
<b>A. Le titulaire de l'action et le tribunal compétent.....</b>	<b>293</b>
224. Le cas des héritiers	
225. Le cas des mineurs	
226. Le cas des majeurs protégés	
227. Le tribunal compétent	
<b>B. La procédure .....</b>	<b>296</b>
<b>1. Les formes de la demande .....</b>	<b>296</b>
228. Une requête	
229. La médiation préalable	
230. La possibilité d'une demande conjointe	
231. L'aveu et les témoignages	
232. La demande reconventionnelle	
233. La prescription	
<b>2. Les mesures conservatoires .....</b>	<b>298</b>
234. La saisie avant jugement	
235. La dénonciation	
<b>3. Les mesures provisoires .....</b>	<b>298</b>
236. Des résidences séparées	
237. La garde provisoire des enfants	
238. La pension alimentaire provisoire	
239. La procédure	
240. Les particularités en cas de projet d'accord	
<b>4. De quelques règles spéciales .....</b>	<b>301</b>
241. Le renvoi de l'action	
242. La possibilité de surseoir au jugement de séparation	
243. La conciliation	

## TABLE DES MATIÈRES

III. Les effets de la séparation de corps .....	304
244. Les principes	
A. La cessation de la vie commune .....	305
245. La dispense de la cohabitation	
246. Le maintien du devoir de fidélité	
247. Le maintien de l'obligation de secours	
248. La garde des enfants	
B. La séparation des intérêts pécuniaires des époux .....	308
249. Le partage du « patrimoine familial »	
250. Le changement de régime matrimonial	
251. Les droits de survie	
252. La prestation compensatoire	
253. Le sort des donations entre époux	
254. Le sort du logement	
255. Les conséquences à l'égard des droits et des biens des enfants	
IV. La cessation de la séparation de corps.....	311
256. Une conséquence de la réconciliation des époux	
257. Son effet sur le statut des biens	
<b>Section 2. Le divorce .....</b>	<b>312</b>
<b>Sous-section 1. Quelques notions historiques.....</b>	<b>312</b>
I. Le problème juridique posé par le divorce au québec avant 1968 ....	312
258. Des observations préliminaires	
A. La loi fédérale face à l'opposition de principe provinciale.....	313
259. Le problème constitutionnel	
260. Le divorce parlementaire	
261. Le « bill privé »	
262. La résolution du Sénat	
B. Les conséquences d'une telle situation législative .....	316
263. Les problèmes	
264. Le divorce parlementaire et les procédures antérieures en séparation de corps	
265. La garde des enfants	
266. Le statut des biens	
267. La pension alimentaire	
268. Le recours en responsabilité	
269. L'intervention du législateur	
II. Les principes de la <i>Loi sur le divorce</i> de 1968 .....	319
270. La nature du divorce	
271. Les causes de divorce	
272. Les mesures accessoires	
273. La procédure	
274. De quelques critiques	

III. La réforme de 1985.....	323
275. Les fondements de la Loi de 1985	
276. La loi et son interprétation	
<b>Sous-section 2. Les conditions du divorce.....</b>	<b>325</b>
I. Un motif de divorce.....	325
A. L'échec du mariage .....	325
277. Une cause unique de divorce	
B. Les manifestations de l'échec .....	325
278. La séparation	
279. L'adultère	
280. La cruauté	
II. Les fins de non-recevoir .....	333
A. Les fins de non-recevoir applicables à toutes les causes.....	333
281. La question des admissions	
282. La collusion	
283. La protection de l'intérêt des enfants à charge	
284. La suppression des obstacles au mariage religieux	
B. Les fins de non-recevoir applicables aux causes énumérées à l'article 8(2)b).....	337
285. La connivence	
286. Le pardon	
287. Référence à l'intérêt public	
<b>Sous-section 3. Les mesures accessoires au divorce .....</b>	<b>340</b>
288. Un problème constitutionnel	
289. Un problème de litispendance	
I. Les principes généraux .....	343
290. L'objet des mesures accessoires	
291. Le moment de la demande	
292. Les mesures provisoires	
II. Les règles spécifiques aux ordonnances alimentaires .....	346
1. Le lien de dépendance économique.....	347
293. Les personnes au profit desquelles peut être rendue une ordonnance alimentaire	
2. Un lien parental .....	352
294. Le caractère prioritaire de l'ordonnance alimentaire au profit des enfants	
A. L'ordonnance alimentaire au profit d'un enfant .....	359
1. La fixation du montant .....	359
295. La réforme de 1997	
296. Les exceptions à l'application des lignes directrices	
297. Les lignes directrices applicables	
298. Les lignes directrices fédérales	

## TABLE DES MATIÈRES

a) Les situations particulières .....	364
i. L'enfant majeur (art. 3(2) Lignes directrices) .....	364
ii. Revenu supérieur à 150 000 \$ (art. 4 Lignes directrices) ...	365
iii. Garde partagée (art. 9 Lignes directrices).....	365
iv. Époux tenant lieu de père ou de mère (art. 5 Lignes directrices) .....	368
b) La méthode générale.....	368
i. La détermination du montant de base.....	368
ii. Les ajustements possibles.....	371
iii. La détermination du revenu .....	375
299. Le règlement québécois	
c) Le schéma de base.....	379
i. Détermination du revenu disponible.....	380
ii. Détermination de la contribution alimentaire parentale de base .....	382
iii. Fixation de la valeur des aliments .....	382
d) Les ajustements facultatifs.....	386
i. Ajout de frais relatifs à l'enfant .....	386
ii. Modulations .....	390
e) Les dérogations.....	397
2. La modification du montant .....	399
300. L'ordonnance modificative	
 B. L'ordonnance alimentaire au profit d'un époux.....	 401
301. La situation avant 1985 : une « casse-tête » sans solution	
1. Les conditions d'obtention de l'ordonnance.....	403
302. Les précisions législatives de la loi de 1985	
303. L'objectif de compensation	
304. L'objectif « thérapeutique »	
305. L'objectif d'indépendance économique	
306. Les facteurs	
2. La teneur de l'ordonnance.....	421
307. Le quantum et le mode de versement	
308. Les modalités	
309. L'indexation	
3. La modification de l'ordonnance.....	430
310. L'exigence d'un changement	
311. La nature du changement	
312. La nouvelle situation financière	
313. La nouvelle situation familiale	
314. L'écoulement du temps	
315. Les restrictions au pouvoir de modification	

4. L'impact des conventions de séparation sur l'ordonnance judiciaire.....	447
316. Les critères de l'arrêt <i>Miglin</i>	
a) Les motifs de la mise à l'écart du critère de la trilogie. ....	450
b) Mise à l'écart des critères d'«équité» et de « changement important ». ....	453
c) La marche à suivre dans les demandes fondées sur l'article 15.2. ....	455
317. Le cadre d'application du test <i>Miglin</i>	
318. Un aperçu des suites de l'arrêt <i>Miglin</i>	
III. Les règles spécifiques aux ordonnances de garde et d'accès.....	466
A. Les personnes visées par l'ordonnance.....	467
319. Les enfants soumis à l'ordonnance	
320. Les titulaires du droit de garde ou d'accès	
B. Le critère d'attribution de la garde et du droit d'accès.....	468
321. L'intérêt de l'enfant	
C. Les modalités de l'ordonnance.....	473
322. Un éventail de possibilités	
D. Les effets de l'ordonnance.....	480
323. Son impact sur l'autorité parentale	
E. La modification de l'ordonnance .....	485
324. Les conditions de la modification	
<b>Sous-section 4. La procédure</b> .....	489
325. Les recours possibles	
326. Les règles de preuve et de procédure	
I. Le recours en justice: une voie nécessaire .....	490
A. La juridiction .....	490
327. Le Tribunal compétent	
B. Le procès et ses préliminaires .....	492
1. Les préliminaires .....	492
328. Les tentatives de réconciliation par l'avocat	
329. L'incitation à la médiation	
2. Le recours .....	494
330. Les parties à l'action	
331. La voie procédurale	
332. La demande conjointe	
333. L'intervention du tribunal	
334. Les mesures provisoires	
335. La cohabitation	
336. La garde provisoire des enfants et leur entretien	
337. La provision et la pension alimentaire	



## TABLE DES MATIÈRES

338. Les mesures conservatoires	
339. La preuve	
340. L'expertise psychosociale	
<b>II. Le jugement de divorce et les ordonnances.....</b>	<b>506</b>
341. Le jugement	
342. Les ordonnances	
343. L'ordonnance conditionnelle	
344. L'appel	
345. La prise d'effet du divorce en cas d'appel	
346. L'exécution du jugement de divorce et des ordonnances	
<b>Sous-section 5. Les effets du divorce.....</b>	<b>512</b>
<b>I. L'effet principal du divorce.....</b>	<b>512</b>
347. La rupture définitive du lien conjugal	
348. La rectification aux registres de l'état civil	
<b>II. Les effets relatifs aux biens et aux intérêts financiers des époux.....</b>	<b>513</b>
349. Le partage du « patrimoine familial »	
350. La dissolution du régime matrimonial	
351. La prestation compensatoire	
352. Le sort du logement	
353. L'héritage et l'assurance-vie	

## TITRE II – LES CONJOINTS UNIS CIVILEMENT

353.1 L'objectif caché

### CHAPITRE PREMIER – LES CONDITIONS DE FORMATION

**DE L'UNION CIVILE.....** 519

**Section 1. Les conditions de fond.....** 519

354. Les conditions d'ordre physiologique

355. Les conditions d'ordre psychologique

356. Les empêchements d'ordre sociologique

**Section 2. Les conditions de forme.....** 521

357. La célébration de l'union civile

358. La preuve de l'union civile

**Section 3. Les sanctions des règles relatives à la formation  
de l'union civile ..... 521**

359. L'opposition

360. La nullité

<b>CHAPITRE II – LES EFFETS DE L’UNION CIVILE.....</b>	<b>523</b>
<b>Section 1. Les effets personnels.....</b>	<b>523</b>
361. Des obligations réciproques et des tâches communes	
362. Le lien d’alliance	
<b>Section 2. Les rapports patrimoniaux.....</b>	<b>524</b>
363. Le « patrimoine familial »	
364. Les régimes d’union civile	
<b>CHAPITRE III – LA DISSOLUTION DE L’UNION CIVILE.....</b>	<b>525</b>
365. Les motifs de dissolution	
<b>Section 1. La dissolution de l’union civile au profit du mariage.....</b>	<b>525</b>
366. Un effet immédiat, mais limité	
<b>Section 2. La dissolution de l’union civile au motif d’atteinte irréversible à la volonté de vie commune .....</b>	<b>526</b>
I. Les motifs et les modes de dissolution .....	526
A. La dissolution extrajudiciaire .....	526
367. La déclaration et le contrat de transaction notariée	
B. La dissolution judiciaire.....	528
368. Le jugement de dissolution	
II. Les effets de la dissolution .....	530
A. L’effet principal.....	530
369. La dissolution du lien	
B. Les effets accessoires .....	530
370. La dissolution du régime d’union civile et le partage du « patrimoine familial »	
371. Le sort des donations et du logement	
372. L’héritage et l’assurance-vie	

## TITRE III – LES CONJOINTS DE FAIT

<b>CHAPITRE PREMIER – LA LIBERTÉ DES CONJOINTS DE FAIT .....</b>	<b>534</b>
372.1 Observations générales	
<b>Section 1. La politique législative à l’égard de l’union de fait .....</b>	<b>534</b>
373. La méfiance d’autrefois	
374. La tolérance d’aujourd’hui	
375. L’approche du <i>Code civil du Québec</i> : le respect de la liberté des conjoints de fait	
376. Des mesures particulières	

## TABLE DES MATIÈRES

377. Le droit public et social : assimilation et protection	
378. Un désir d'uniformisation	
379. La politique législative québécoise : de la discrimination à l'égard des conjoints de fait?	
<b>Section 2. L'organisation des rapports mutuels des conjoints de fait...</b>	<b>553</b>
380. La liberté contractuelle des conjoints de fait	
<b>CHAPITRE II – LES RISQUES DE L'UNION DE FAIT.....</b>	<b>558</b>
<b>Section 1. La séparation .....</b>	<b>558</b>
381. Le sort des ex-conjoints de fait	
382. Le contrat de société	
383. L'enrichissement injustifié	
384. Un droit d'usage de la résidence familiale	
<b>Section 2. Le décès.....</b>	<b>582</b>
385. Le sort du conjoint survivant	

## LIVRE II – LE GROUPE PARENTAL

386. La parenté et l'alliance

### TITRE I – LA FILIATION

387. Les notions de filiation	
388. La filiation et le mariage	
389. La filiation et la procréation assistée	

### CHAPITRE PREMIER – LA FILIATION PAR LE SANG..... 595

#### Section 1. La rupture par rapport à la loi ancienne..... 595

390. Le droit ancien : légitimité et mariage	
391. Le droit actuel : disparition des qualificatifs « légitime » et « naturel »	
392. L'entrée en vigueur des dispositions du <i>Code civil du Québec</i>	

#### Section 2. Les preuves de la filiation..... 597

392.1 La détermination de la filiation	
393. Les moyens de preuve extra-judiciaire	
I. L'acte de naissance.....	599
394. Le premier moyen de preuve	
395. Une preuve de la maternité	
396. Une preuve de la paternité	
II. La possession d'état.....	605
397. La notion de possession d'état	

398. Les éléments et les caractères de la possession d'état	
398.1 La preuve de la possession d'état	
III. La présomption de paternité .....	615
399. Les transformations de la présomption de paternité	
400. L'ambiguïté de la règle actuelle	
400.1 Le cadre d'application de la présomption	
401. Une présomption de paternité à l'égard du conjoint de fait ?	
IV. La reconnaissance volontaire .....	626
402. Le moyen de preuve ultime	
V. La conformité de l'acte de naissance et de la possession d'état .....	630
403. Une preuve irréfragable	
404. L'hypothèse de la substitution d'enfants	
<b>Section 3. L'établissement judiciaire de la filiation .....</b>	<b>632</b>
I. La contestation de la filiation déjà établie .....	633
405. Les modifications de 1981 et de 1994	
A. La contestation d'état .....	633
405.1 Ses objectifs	
1. La contestation relative à la maternité .....	634
406. L'action en contestation	
2. La contestation relative à la paternité .....	635
407. Le cadre d'application	
408. L'action en contestation	
409. L'action en désaveu ou en contestation de paternité	
410. L'action en désaveu ou en contestation peut être exercée par les héritiers du « père » ou de la mère	
411. Contre qui l'action est-elle dirigée ?	
II. La recherche d'une filiation .....	646
A. La réclamation d'état .....	646
411.1 Ses objectifs	
412. Les personnes pouvant agir en réclamation d'état	
413. Les délais de l'action	
414. Le choix du recours : réclamation d'état ou rectification des registres ?	
B. Preuves de la filiation .....	652
415. Les moyens de preuve	
415.1 L'analyse génétique sous contrainte	
416. Quand faut-il un commencement de preuve ou des indices ?	
417. Qu'est-ce qu'un commencement de preuve ? D'où proviennent les indices ?	
418. Quand l'adminicule de preuve doit-il être produit ?	
419. Comment prouver les adminicules de preuve ?	
420. Le fardeau de la preuve	

<b>CHAPITRE II – DE LA FILIATION DES ENFANTS NÉS</b>	
<b>D’UNE PROCRÉATION ASSISTÉE.....</b>	<b>670</b>
421. L’historique	
422. L’application de la loi dans le temps	
<b>Section 1. Le projet parental avec assistance à la procréation.....</b>	<b>678</b>
423. L’exigence d’un projet parental avec assistance à la procréation	
424. La maternité de substitution : un mode d’assistance inadmissible	
425. L’insémination <i>post-mortem</i> : un projet parental?	
<b>Section 2. L’établissement de la filiation des enfants nés</b>	
<b>d’une procréation assistée .....</b>	<b>687</b>
I. Le lien de filiation entre l’enfant et l’auteur du projet parental .....	688
A. Les moyens de preuve extrajudiciaire .....	688
426. L’acte de naissance	
427. La possession constante d’état	
428. La présomption	
429. L’insuffisance de la simple reconnaissance volontaire	
B. Les actions relatives à la filiation .....	693
430. La contestation d’état	
431. Les possibilités restreintes de désaveu	
431.1 La réclamation d’état	
432. La responsabilité éventuelle du conjoint de fait	
II. L’absence de filiation entre l’enfant et l’auteur de l’apport .....	697
A. Le principe .....	697
433. L’impossibilité d’établir la filiation : la protection du projet parental	
B. L’exception .....	697
434. La revendication exceptionnelle de la paternité	
<b>Section 3. L’accès aux renseignements nominatifs .....</b>	<b>701</b>
435. Le principe de la confidentialité	
436. L’exception au principe	
436.1 Conclusion	
<b>CHAPITRE III – LA FILIATION ADOPTIVE.....</b>	<b>710</b>
437. Nature et évolution de l’adoption	
<b>Section 1. Les conditions de fond de l’adoption .....</b>	<b>712</b>
438. Les principes directeurs	
I. L’intérêt de l’enfant .....	713
439. L’intérêt de l’enfant et le respect de ses droits	
A. Le consentement de l’enfant à son adoption .....	714
440. L’obtention du consentement	
441. L’impact du refus	

B.	L'adaptation de l'enfant à sa famille adoptive .....	715
442.	Le défaut d'adaptation: un empêchement à l'adoption	
II.	Les parties à l'adoption .....	715
A.	Les personnes pouvant adopter .....	716
443.	La souplesse de la loi	
B.	Les personnes pouvant être adoptées.....	717
444.	Les enfants mineurs, mais aussi les majeurs	
III.	L'admissibilité de l'enfant à l'adoption .....	719
A.	L'enfant confié pour adoption.....	719
1.	La nécessité du consentement des titulaires de l'autorité parentale .....	719
445.	Qui doit consentir?	
446.	Les formalités du consentement	
447.	Le retrait du consentement	
2.	La portée du consentement .....	725
448.	L'objet du consentement	
449.	L'effet du consentement	
B.	L'enfant déclaré admissible à l'adoption .....	728
1.	Les enfants pouvant être déclarés admissibles à l'adoption....	728
450.	L'enfant né de parents inconnus	
451.	L'enfant orphelin	
452.	L'enfant né de parents indignes	
453.	L'enfant abandonné	
2.	Les personnes pouvant demander au tribunal de déclarer un enfant admissible à l'adoption.....	739
454.	Les titulaires de ce droit	
455.	L'intérêt requis et la procédure	
456.	L'effet de la demande	
<b>Section 2. Le processus judiciaire</b> .....		<b>742</b>
457.	Les deux étapes	
I.	La première étape: l'ordonnance de placement.....	742
458.	L'objet de l'ordonnance	
459.	Le moment de l'ordonnance	
460.	Les effets de l'ordonnance	
461.	La rétractation et la révocation de l'ordonnance	
462.	La procédure	
II.	L'étape finale: le jugement d'adoption.....	747
463.	Le moment du jugement d'adoption	
464.	La condition au jugement d'adoption	
465.	L'effet du décès de l'un des adoptants	
466.	La procédure	
467.	La modification du registre	

<b>Section 3. Les règles particulières à l'adoption internationale .....</b>	<b>749</b>
468. Le besoin d'une législation particulière	
I. L'adoption internationale d'un enfant résidant habituellement dans un état partie à la convention.....	751
469. La mise en œuvre de la <i>Convention de La Haye</i>	
A. Un objectif de protection.....	751
470. Le rôle subsidiaire de l'adoption internationale	
471. La prévention du trafic d'enfants	
B. Un cadre de coopération.....	754
472. Les formalités antérieures à l'adoption	
473. L'adoption de l'enfant	
1. L'adoption dans l'État d'origine.....	756
2. L'adoption prononcée au Québec.....	757
C. Le défi de l'harmonisation des systèmes .....	758
474. Les problèmes posés par l'absence de reconnaissance de l'adoption « simple » en droit québécois	
II. L'adoption hors convention.....	760
475. La procédure exigée	
<b>Section 4. Les effets de l'adoption .....</b>	<b>763</b>
I. La création d'un nouveau lien de filiation .....	763
476. Une famille nouvelle: moment de la prise d'effet	
477. Les relations de l'enfant adoptif avec sa nouvelle famille	
478. Les relations de l'enfant adoptif avec sa famille d'origine	
II. Le caractère confidentiel des dossiers d'adoption .....	766
479. La consultation des dossiers	
480. Les antécédents de l'enfant	
481. La quête des origines	
482. La transmission des renseignements médicaux	

## TITRE II – LES EFFETS DE LA PARENTÉ

483. Plan

### CHAPITRE INTRODUCTIF – LES EFFETS GÉNÉRAUX DE LA PARENTÉ .... 771

484. L'importance des effets de la parenté

485. L'absence d'effet particulier de l'alliance

### CHAPITRE PREMIER – L'OBLIGATION ALIMENTAIRE..... 773

486. Définition

<b>Section 1. Les conditions de l'obligation alimentaire .....</b>	<b>774</b>
486.1 Observations générales	
I. Une situation de famille.....	775
487. La parenté par le sang	
488. La parenté adoptive	
II. Une situation de fortune.....	778
489. Les besoins du créancier	
490. Les moyens du débiteur	
491. Le cas de l'enfant majeur aux études	
491.1 L'ingratitude et le droit alimentaire	
<b>Section 2. L'objet de l'obligation alimentaire.....</b>	<b>790</b>
492. Le montant de la dette alimentaire	
493. La variabilité de la dette alimentaire	
<b>Section 3. Les caractères de l'obligation alimentaire.....</b>	<b>797</b>
494. Elle est d'ordre public	
495. Elle est une obligation personnelle	
496. Elle est une obligation simultanée	
497. Est-elle une obligation solidaire?	
498. Les aliments s'arrangent-ils?	
<b>Section 4. L'exécution de l'obligation alimentaire .....</b>	<b>803</b>
499. Les problèmes de perception	
500. Le champ d'application de la <i>Loi assurant le paiement des pensions alimentaires</i>	
501. Les cas d'exemption	
502. Le fonctionnement général du système	
503. L'exécution forcée	
<b>Section 5. La survie de l'obligation alimentaire: un aperçu de la question.....</b>	<b>813</b>
504. Le principe	
505. Les titulaires du droit	
506. La forme de la contribution	
507. La détermination du montant de la contribution	
<b>CHAPITRE II – L'AUTORITÉ PARENTALE .....</b>	<b>823</b>
508. Quelques observations préliminaires	
509. L'évolution historique	
510. Quelques notions sur le système de tutelle	
<b>Section 1. L'attribution de l'autorité parentale .....</b>	<b>829</b>
I. Les enfants soumis à l'autorité parentale.....	829
511. L'enfant mineur non émancipé	
II. Les parents titulaires de l'autorité parentale.....	831



## TABLE DES MATIÈRES

A. La situation normale.....	831
512. Le droit et l'exercice du droit	
B. Des situations particulières .....	832
513. L'exercice du droit par un seul des parents	
514. Le cas de mésestente relative à l'exercice de l'autorité	
515. Le cas des parents adoptifs	
<b>Section 2. Les attributs de l'autorité parentale.....</b>	<b>838</b>
I. Les droits et les devoirs des parents.....	838
516. Observations générales	
A. La situation normale : une alliance de droits et de devoirs .....	839
517. Devoirs d'entretien et d'éducation	
518. Droit de garde	
519. Droit de surveillance	
B. Une situation particulière : le démembrement causé par l'ordonnance de garde.....	843
1. Le critère d'obtention de la garde .....	843
520. L'intérêt de l'enfant	
2. Les modalités de l'ordonnance de garde et ses effets sur l'autorité parentale.....	853
521. La garde accordée à un tiers	
522. La garde accordée à l'un des parents	
523. La garde partagée entre les parents	
II. La déchéance de l'autorité parentale .....	866
A. La nature de la déchéance .....	866
524. La déchéance et le retrait de certains attributs de l'autorité parentale	
B. Les motifs de déchéance .....	868
525. Le motif grave	
526. L'intérêt de l'enfant	
C. Les effets de la déchéance.....	872
527. La perte de l'autorité parentale	
528. L'alternative : la perte d'un attribut de l'autorité parentale ou de son exercice	
529. Le caractère réversible de la déchéance	
D. La procédure .....	876
530. Règles	
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>879</b>
<b>TABLE DE LA LÉGISLATION .....</b>	<b>881</b>
<b>TABLE DE LA JURISPRUDENCE.....</b>	<b>905</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>983</b>
<b>INDEX.....</b>	<b>1021</b>